

Le journal de 

CULTURE ET DÉMOCRATIE

• Périodique trimestriel de l'asbl Culture et Démocratie •
Bureau de dépôt: Bruxelles X

EDITORIAL

Un pas plus loin ...

A lors que les Etats-Unis s'enfoncent dans le borbier qu'ils ont creusé en Irak, qu'une guerre injuste et brutale se poursuit en Palestine, que la dette des pays pauvres ne cesse de gonfler et que dans les pays riches se multiplient les nouveaux pauvres, le Festival de Cannes secoue ses paillettes et s'achève sur un coup de tonnerre! « *What have you done - Qu'avez-vous fait?* », s'exclame Michael Moore recevant la Palme d'Or pour *Fahrenheit 9/11*. Cette réaction en dit long sur l'état d'esprit de nos démocraties avancées... Qu'un artiste ose un film comme celui-là, et qu'un jury unanime reconnaisse en tant qu'œuvre son discours engagé, n'est-ce pas tout simplement l'exercice normal de la démocratie?

Revenons chez nous. Nos dates de parution étant ce qu'elles sont, à l'heure où vous recevrez ce journal, nous aurons voté. La démocratie représentative, c'est important, même si - on peut le regretter - elle ne nous rend pas plus actif que le spectateur d'un match à la TV! Donc, des élections ont eu lieu. Il y a eu des confirmations, des soupirs de soulagement, quelques mauvaises surprises...

Pour l'Europe, cela s'est fait sans débat, dans un consensus mou... Culturels de tous les pays, unissons-nous! A la Région et à la Communauté, ceux qui l'ont emporté composent leurs Gouvernements, pensent à notre avenir, réfléchissent à de nouvelles politiques... Qu'en sera-t-il des arts et de la culture, de l'éducation? Le 25 avril dernier, dans une lettre ouverte de Culture et Démocratie aux Présidents de partis et Ministres de la Communauté française, nous revendiquions une large place pour l'art, pour la culture, pour la démocratie, et nous les invitons à en débattre le 5 mai, à la Maison du Spectacle-la Bellone, à Bruxelles. Ils y sont venus (après s'être aussi exprimés dans la presse) et ont affirmé, dans un esprit positif, leur intérêt pour une véritable politique culturelle et éducative... Ils se sont engagés.

Le programme de gouvernement tiendra-t-il compte de ces engagements? Le risque est grand de s'entendre dire que ce qui a été dit quant à la culture était sincère, mais que... Et que si le déficit culturel et les besoins en éducation sont énormes, les budgets ne le sont pas... Et aussi qu'il y a d'autres priorités et que les questions de calendrier... Les moyens existent! Le tout est de définir les véritables priorités. Nous y comptons.

Un pas plus loin? Et puis un autre? Dans quel sens? Soyons vigilants. Tout reste possible, même la fuite en avant dans la marchandisation de la culture, déjà bien réelle dans l'audiovisuel. Ce que nous revendiquons avant les élections, une véritable ouverture vers les arts dans un esprit dynamique et démocratique, nous le voulons fermement aujourd'hui, chacune et chacun d'entre nous, individuellement et à titre collectif, dans nos institutions, réseaux ou associations émergentes, et en refusant particularismes et régionalismes! Nous choisirons notre avenir!

Georges Vercheval, mai 2004



Fabrice Kada, Autour de la Zinneke Parade, Bruxelles 2004

n°10 avril-mai-juin 2004

Sommaire

- **Pratiques culturelles**
 - A propos des associations et pratiques culturelles émergentes _____ 2
 - Le Théâtre Action : créer est l'affaire de tous _____ 4
 - Les Ateliers de la Banane _____ 5
- **Art et Solidarité**
 - L'épanouissement sportif, social et culturel _____ 6
 - Nouvelle donne pour les CPAS _____ 7
- **Culture ET Démocratie?**
 - Fiction allégorique d'une essentielle relation _____ 8
- **Art et société**
 - La culture en débat _____ 9
 - Un livre blanc sur la situation de l'architecture en Communauté française _____ 10
- **Pour ne pas rester sur sa faim** _____ 11
- **Infos** _____ 12
- Le répertoire d'artistes de Culture et Démocratie
- **Côté « images »**
 - Contraste

La participation active des citoyens à la culture, l'expression de toutes les cultures, le droit à la création ... sont des éléments clés pour la défense des valeurs démocratiques et pour le développement d'une véritable démocratie culturelle. L'artiste et la Culture avec un grand « C » ne sont pas menacés pour autant. Bien au contraire, descendant de son piédestal, l'artiste s'enrichit du partage et des échanges avec les personnes. De même, la pratique artistique ou créative, vécue de l'intérieur, mène indéniablement à la connaissance et à l'envie de découverte de nos patrimoines culturels. Ces pratiques, que nous appelons aujourd'hui « émergentes » ont toujours existé, elles constituent le terreau vivant de la création, elles sont un laboratoire en prise directe sur le monde et sur l'actualité. Leur marginalité est aussi le garant de leur authenticité. Nous avons rencontré quelques-uns de ces praticiens engagés. (S.V.)

A PROPOS DES ASSOCIATIONS ET PRATIQUES CULTURELLES ÉMERGENTES

Nous, nous rencontrons et échangeons des expériences. Gratuitement. Nous cherchons « ailleurs », et pas nécessairement « contre ». Nous percevons nos activités d'arpenteurs comme un don. Nous vivons en tant qu'individus dans une société collective. Nous enjambons comme des maraudeurs les clôtures autour des champs. Parcelles d'autorité.

Axel Claes, association Plus tôt te laat
in « Culture et Citoyenneté. Pour un
développement culturel durable »
Collection Culture - Education Permanente, n°6,
2002, p. 124

Associations et pratiques émergentes ... Vaste sujet qui nous invite à rappeler ce qui est entendu derrière ces termes. En Communauté française, le tissu associatif est énorme ! Des collectifs, réseaux, initiatives ponctuelles, associations et petits groupes d'individus se créent en permanence. De leurs activités résultent des pratiques valorisant les savoirs « populaires », non institués. Et la culture y est perçue dans son acception la plus large, brassant tous les champs de la vie (politique, économique, social, philosophique, ...). Ces groupements se constituent notamment autour de thématiques ponctuelles, liées à une actualité précise, et ne s'inscrivent donc pas forcément d'emblée dans le long terme (« Causes communes » n'en est qu'un exemple). Ils avancent avec une volonté de débattre sur les questions générales de la culture au sein d'une société démocratique et avec l'espace public comme lieu d'action. En considérant que ces sujets sont finalement très anciens, rien d'innovant jusqu'ici ! Le partage des compétences, la transmission des savoirs, l'échange d'expériences et d'idées, la culture des réseaux aux dimensions parfois internationales ... Voici les données fondamentales de « l'émergence » ! En 2001, une réforme du décret de l'Education permanente a été mise en chantier. *Officiellement, l'idée était d'ouvrir le secteur à de nouveaux acteurs, d'adapter le dispositif aux changements de la société.*

C'est dans ce contexte qu'a été utilisé le terme d'« émergents ». Cependant, certaines associations et pratiques visées existent depuis plus de 20 ans. (1)

La diversité de ces associations et collectifs n'est pas insignifiante en regard de l'article 2 du décret de l'Education permanente de 1976. Ce dernier considère comme organisation volontaire d'éducation permanente celle qui constitue un outil indispensable pour assurer et développer, principalement chez les adultes, « une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société, des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation et des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique ». Les méthodes et techniques mobilisées sont laissées au choix de l'organisation, en fonction de la spécificité de ses objectifs et de son public. *Il s'agit d'une très belle définition, rare ! Elle existe au Québec et en Communauté française. Ailleurs, on parle plutôt de la permanence de l'éducation. Ici, c'est lié à l'éveil, à la critique, à la mobilisation en dehors - et parfois contre - l'Etat. (2)*

En trente ans, la réalité sociologique a bien changé ! Le plein emploi n'existe plus. La mondialisation, le développement durable, la diversité culturelle, ... font aujourd'hui partie de notre vie quotidienne. Ces questions sont abordées par des collectifs et organisations qui se créent continuellement, en dehors d'une idéologie ou d'un parti, et qu'il importe de rendre visibles. Parfois très différenciés dans leurs pratiques, ces derniers se rejoignent sur plusieurs points.

De la participation ...

Les notions de « public-cible » et de consommateurs n'existent pas au sein des associations et collectifs émergents. On y parle de projets portés par des « usagers » ou des « acteurs », traversés par une dynamique collective et qui font primer le plaisir, la

passion, les affinités, la production et la transmission de savoirs, l'auto-formation permanente sur base de multiples compétences. L'expression de chacun est valorisée, en travaillant avec une démarche citoyenne de conscientisation. L'association PlaçOvélo, par exemple, allie l'organisation des ballades dans la ville à une démarche de sensibilisation et de questionnement autour de la mobilité, de la transformation urbaine, etc.

Il n'est pas question ici d'animateur qui, avec son savoir, est payé pour exécuter les objectifs de l'association. Mais, le point de départ est plutôt la personne ou le groupe qui, concerné par une question, se mobilise (3). Ainsi, au sein d'une radio associative, tout auditeur potentiel peut proposer une émission, l'animer, la programmer. La parole des minorités culturelles et cultures immigrées y est toujours soutenue. Le cinéma Nova fonctionne également sur ce mode participatif et créatif. Il est un outil, mis à disposition de groupes qui y donnent leurs propres représentations. C'est ainsi que des programmations autour de l'expression culturelle des communautés russes ou berbères sont organisées ou encore qu'un cabaret est mis en place par un collectif s'occupant de personnes en attente de régularisation. Les rapports aux usagers se construisent donc sur le mode de la coopération. L'appropriation culturelle est visée en les incitant à mettre en place leurs projets, en misant sur leurs propres capacités.

Les initiatives et projets menés fonctionnent selon un processus ouvert, autogestionnaire et sur base d'un investissement bénévole, volontaire, émergent de la société civile. Ici, pas de fonctionnement vertical, hiérarchique mais une démocratie directe, en consultation permanente avec ses acteurs ! L'essentiel est de promouvoir la participation active de personnes à la définition de leur environnement au sein d'un projet culturel. Cet engagement remet en cause la centralité du travail dans notre société (rapport travail-non travail) et



Rose Vandepitte, *Autour de la Zinneke Parade, Bruxelles 2004*

touche à la question du temps libre, à la société des loisirs, ...

La notion de territoire

Le territoire peut être appréhendé comme le village, la commune, le quartier. Il est également lié à l'identité culturelle, à l'imaginaire, au symbolique, ... Une association comme l'Ambassade Universelle, logée sur l'Avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, ne situe pas son action sur cette rue. Sa pratique et sa réflexion touchant à la question des personnes « sans-papiers », le territoire concerné est beaucoup plus large.

La ville, comme environnement complexe, multiculturel et hétérogène, représente un terrain d'expérimentation favorable. Il s'agit là d'une préoccupation centrale pour beaucoup d'associations et collectifs comme, par exemple, diSturb (4). Ce dernier est un collectif informel dont la principale interface est un site internet. Par des moyens d'actions divers, il entend lutter contre la politique architecturale sans imagination menée par certains pouvoirs publics. Avec City Mine(d) (5) et d'autres acteurs culturels bruxellois, ils souhaitent encourager le débat public sur la question urbanistique à Bruxelles, par exemple autour du site de l'ex-Cité administrative de l'Etat.

Vivre de cette diversité urbaine, rechercher d'autres manières d'être ensemble, « faire ville », toutes ces dynamiques nouvelles et spontanées encouragent une réappropriation culturelle et démocratique de l'espace public. L'association Recyclart, dont le point de départ est la gare Bruxelles-Chapelle, mène ainsi des projets de rénovation de quartier et d'intégration urbaine. Elle se veut lieu de création, de formation pour chercheurs d'emploi, de diffusion culturelle, de rencontres et d'expérimentations. Dernièrement, le bureau

Polaris s'est penché sur le volet culturel de la situation de l'architecture (une discipline culturelle trop souvent réduite à sa dimension marchande) en Belgique francophone. Une enquête a été réalisée en mettant, dans un premier temps, l'accent sur les pratiques culturelles émergentes, plus expérimentales (6). *Très souvent, ces pratiques se caractérisent par un mode d'organisation différent. Elles sont stimulées par un souci de solidarité, et promeuvent le partage des savoirs et des compétences. Par exemple, une jeune architecte, Ines Camacho, est en train de mettre sur pied un service d'architectes pro deo, qui fournirait une série de conseils en matière d'architecture et de rénovation aux personnes possédant peu de revenus. C'est aussi le cas pour la Fée coopérative qui, tout en occupant l'hôtel Tagawa, manifeste pour une politique du logement plus égalitaire, spécialement à Bruxelles.* (7)

La transversalité

Dans leurs pratiques, les associations et collectifs combinent une démarche qui est à la fois culturelle, politique, sociale, économique, éducative ... en utilisant plusieurs médiums. La Zinneke Parade l'illustre à merveille! Interculturelle et multifonctionnelle, elle fait appel à plusieurs formes d'expression artistique comme outils participatifs: théâtre, danse, scénographie, musique, arts plastiques et visuels, ... Elle se situe « hors cloisons », ce qui trouble le fonctionnement par secteurs de l'administration. A qui revient, dès lors, la mission de la soutenir? L'Audiovisuel, les Arts de la scène, l'Education permanente? Il y a une nécessité criante de définir une politique cohérente pour rendre possible cette transversalité, ce décloisonnement!

Souples et proches du terrain, les associations émergentes refusent les clivages politiques,

linguistiques ou communautaires traditionnels. Elles innoveront en mettant l'accent sur la nécessité d'un processus essentiel: l'évaluation. Evaluation des objectifs et du sens de leur travail, de leurs méthodes, de l'impact de leurs actions. Ceci toujours dans une quête d'échange d'idées, de partage de pratiques, de délibération, ... et de soutien des pouvoirs publics.

Evaluer, c'est aussi reconnaître, donner une place, faire éclater au grand jour ce qui est parfois petit, caché, isolé ou qui n'est pas destiné à s'institutionnaliser. C'est prendre en considération les capacités créatrices des gens pour faire vivre la diversité culturelle, pour laisser au potentiel artistique issu des quartiers une chance d'épanouissement.

Aussi, il est nécessaire de reposer les enjeux de la démocratie culturelle non seulement en termes d'accès aux « biens culturels » mais aussi d'accès à l'expression individuelle et collective, pour toutes les franges de la société, notamment les plus éloignées du « centre ». De penser qu'il existe un droit à la représentation dans ses formes les plus abouties, de ces expressions dites nouvelles, ou marginales. (8)

La participation active de chacun pour définir son environnement politique, social, économique, écologique et culturel est un enjeu essentiel. Naissent alors de nouveaux questionnements, d'autres visions ou perceptions. Ceux-ci, confrontés à d'autres, nous font découvrir une multitude de manières d'être et de vivre ensemble.

Marie Poncin

(1) (2) (3) Gwenaël Breës, *Cinéma Nova* (voir : www.nova-cinema.com)

(4) voir www.citymined.be

(5) voir www.disturb.be

(6) Pour les faire connaître, un site internet a été créé: www.pratic.be

(7) Amélie Mouton, *Pratic*

(8) Rosa Gasquet, in « Culture et Citoyenneté. Pour un développement culturel durable » Collection Culture - Education Permanente, n°6, 2002, p. 367



LE THÉÂTRE ACTION

créer est l'affaire de tous

Depuis 1968, le Théâtre Action ne cesse de se développer. L'arrêté d'application du décret relatif au Théâtre Action est passé au Conseil Supérieur des Arts Dramatiques ce 17 mai 2004; une reconnaissance attendue. En octobre et novembre 2004, le Centre du Théâtre Action organise le Festival International du Théâtre Action à Bruxelles et en Wallonie, une 10ème édition prometteuse. Nous avons rencontré Paul Biot, dont la vie est passionnément liée à ce théâtre qui allie culture et démocratie.

À l'heure où l'on redécouvre la nécessité du contenu, de l'être face à l'avoir, de la quête de sens, et peut-être de la solidarité, le Théâtre Action, qui sans cesse rappelle l'importance de la parole des oubliés, la richesse de pensée de chacun et la nécessité de l'action collective, est au cœur de l'invention d'une autre culture, nouvelle ou peut-être très ancienne.

*Paul Biot, Théâtre-action
Itinéraire, parallèles et convergences,
Editions du Cerisier 1995*

Le Théâtre Action est une démarche de création qui s'apparente au théâtre des origines, celui qui se passait sur les places publiques, où chacun pouvait s'approprier la parole et intervenir. Ces dialogues publics permettaient aux communautés de s'interroger sur leur futur, en convoquant sur scène présent et passé de la cité. Les participants au théâtre-action ne délèguent pas à des artistes professionnels la mission de les représenter ou de parler pour eux. Ils s'interrogent sur eux-mêmes, inventent leur propre histoire et jouent leur vision du monde. Une société ne peut se construire en ignorant les savoirs implicites nés de la vie quotidienne, des difficultés des gens, de leurs angoisses: elle doit laisser leur place à d'autres subjectivités que celle qui, dominant au plan culturel comme au plan économique, demeure finalement très « unique ». La parole appartient à tous.



Michel Van Reysen, *Autour de la Zinneke Parade*, Bruxelles 2004

Il faut dépasser les catégories qui figent une société entre ceux qui savent et ceux qui peuvent seulement écouter.

Un des enjeux majeurs a été d'obtenir la reconnaissance de la démarche du théâtre-action comme participant à part entière à l'art dramatique contemporain. Il fallait dépasser les catégories « professionnel - amateur », « art - éducation permanente », « artiste - animateur », etc. et reconnaître la valeur de l'acte créatif, d'où qu'il jaillisse, comme une participation à l'invention d'une culture en constante évolution. La capacité à interroger et inventer le monde, à créer, n'est pas réservée aux artistes patentés. Les gens les plus défavorisés, avec lesquels travaillent principalement les animateurs de théâtre-action, ont leur place dans cette participation à la culture. L'arrêté sur le théâtre-action est donc une étape importante dans la reconnaissance d'une autre vision de la culture et des savoirs professionnels particuliers des comédiens-animateurs à accompagner les gens dans cette voie.

Les artistes et les politiques s'inquiètent régulièrement de l'affaiblissement de l'intérêt du public pour le théâtre. Ils oublient que tout intérêt commence par la participation. C'est là que les barrières et les préjugés tombent.

Le théâtre traditionnel préserve et diffuse le patrimoine théâtral; il est aussi un laboratoire, chargé de faire vivre la création. Cependant, la rupture s'est progressivement installée avec le public, devenu consommateur passif. Le théâtre-action tente de relier ce qui était dissocié. L'atelier en création est accompagné par un ou plusieurs comédien(s) animateur(s), d'une des quinze compagnies formant actuellement le Mouvement du Théâtre Action: elles se sont donné un cadre de travail précis tel que la permanence (une création et sa diffusion couvrent deux à trois ans), la priorité aux populations en difficulté, une attention continue des animateurs au tissu social et culturel des gens, une responsabilité en amont et en aval de la création, la cohérence entre tous les aspects du travail, l'ouverture vers les démarches semblables ailleurs dans le monde.

L'imagination au pouvoir: briser le mur du silence que le théâtre avait paradoxalement imposé, puis rendre la parole à chacun et, dans un processus de création collective, la porter sur scène.

Lié aux utopies d'une époque, le théâtre-action est né chez nous en 1968. Au départ, quatre compagnies, très engagées, ont imaginé un théâtre proche des gens. Le futur théâtre-action (le nom date de 1974/75) s'est construit, à l'écart des circuits habituels, en allant à la rencontre

des publics - les « non-publics »- pour qui le théâtre n'était qu'un vestige du passé ou confisqué par la bourgeoisie. En panne de textes qui intéresseraient cette population, les compagnies se sont essayés à la création collective parlant du monde d'aujourd'hui. Leurs spectacles s'adaptaient aux lieux où étaient les gens. Les cafés ou cantines d'usines et leur population impliquaient un tout autre rapport au public: le théâtre-action a, dès ses débuts et par la force des choses, brisé le quatrième mur -ce « mur de silence »- qui séparait la salle de la scène. C'est ainsi qu'est né ce qui allait devenir la dimension essentielle du théâtre-action: la création théâtrale réalisée par les gens de la vie au quotidien.

Le théâtre revient ainsi à son rôle sociétal original: la salle intervient, le théâtre est désacralisé. La démarche du théâtre-action repose fondamentalement sur le respect pour les gens-créateurs, d'autant plus qu'ils sont sur scène avec leur vécu, souvent fait d'exclusions, sans l'aura protectrice de l'artiste. Un respect qui commence dès le « plateau » et ses règles: « tu es toi, avec tes savoirs et tes fragilités, avec les autres aussi, on s'écoute, ce que l'on dit participe à la création, mais t'appartient ». Afin d'éviter une vision réductrice qui ne verrait que thérapie ou moyen de réinsertion, même si ces effets arrivent de surcroît, il faut partir de l'individu créateur et de la rigueur de la création collective.

Une autre parole sur le monde qui traverse les frontières et bâtit le futur: le Festival International de Théâtre Action, dixième édition.

Le premier Festival International du Théâtre Action a eu lieu en 1986 au Botanique à Bruxelles. Sous-titré depuis 1994 « théâtre en résistance », il aura lieu en octobre 2004 dans toute la Communauté française, et ailleurs en Europe en novembre. Organisée par le Centre du Théâtre Action, en coordination avec un réseau d'une centaine de partenaires souvent organisés en coordinations locales, cette dixième édition du festival (bisannuel) répond aux objectifs de regards croisés entre des productions d'ici et d'ailleurs: à travers les échanges se bâtit le futur. Étape supplémentaire, des coproductions intercontinentales réuniront des compagnies de dix régions du monde. Il y aura plus de 30 spectacles, une centaine de représentations dans plus de cinquante lieux de diffusion, ainsi que des formations et animations théâtrales, des débats, et autres rencontres. Des rendez-vous à ne pas manquer!

*Entretien de Sabine Verhelst avec Paul Biot
Centre du Théâtre Action
Tél: 064/21 64 91 - www.theatre-action.be*

LES ATELIERS DE LA BANANE

Plasticienne autodidacte, Mariska Forrest expose régulièrement. Active depuis 25 ans dans le secteur des Centres d'Expression et de Créativité, elle anime entre autres les Ateliers de la Banane. Elle nous a parlé de sa passion qu'elle partage avec des enfants, des jeunes et des adultes dans son atelier rue du Métal à Saint-Gilles mais aussi dans des camps de réfugiés, des hôpitaux psychiatriques, des écoles ou des prisons. Voici quelques-uns de ses projets.

Un pays qui ne s'appelle plus

Alors qu'elle animait un atelier de peinture dans un hôpital psychiatrique, Mariska demande aux participants de raconter une histoire, en trois étapes, en image et/ou en texte. Marijana semble bloquée, elle éprouve des difficultés à parler notre langue. Mariska lui demande de quel pays elle est originaire. Elle ne sait pas... elle vient d'« un pays qui ne s'appelle plus »... Sa langue, c'est le serbo-croate.

Cette rencontre est à l'origine du livre dans lequel Mariska raconte son expérience vécue dans les camps de l'ex-Yougoslavie. C'est pour Causes Commune que Mariska est allée dans ces camps, durant un an et demi, animer des ateliers de peinture pour des réfugiés, femmes et enfants. Une expérience dense et marquante.

Elle raconte comment, après deux ans sans école, les adolescents ont accepté, peu à peu, de venir aux ateliers, ont réappris à respecter un horaire et des consignes. Comment, encadrés par des artistes de Belgique et de là-bas, les enfants ont exorcisé leurs angoisses en peignant les maisons d'hier, celles d'aujourd'hui et de demain... Comment ils sont sortis pour la première fois du camp pour participer à des ateliers dans le centre culturel slovène et y organiser une exposition de leurs travaux. Comment les mamans se sont regroupées et ont proposé de se rendre utiles pendant que les enfants étaient occupés. Comment elles ont retrouvé un peu de dignité à travers des gestes simples de leur vie antérieure, préparant chaque semaine un repas avec les ingrédients fournis par des organisations humanitaires. Comment, enfin, pour donner une image positive des jeunes bosniaques, la Mairie de Ljubljana a accepté de les inviter à peindre une grande fresque sur la place communale et comment cette réalisation a été l'occasion de rencontres et de discussions avec les gens. Une expérience riche en émotions. Le livre rend hommage à tous les enfants, adolescents et adultes qui se sont « salés les mains » et à tous ceux qui ont participé à cette aventure.

Cartographie de quartier

« Nous voulons mettre en évidence que rien n'est anodin, que poser un acte d'expression, de création est toujours une réflexion sur ce qui constitue chacun de nous, les autres et le monde. »

Le projet "Cartographie de Quartier" a été coordonné par les Ateliers de la Banane en collaboration avec le Collectif Alpha de Saint-Gilles, pendant les deux premières années. Le thème, c'était le quartier, la commune de Saint-Gilles, ses monuments, ses habitants, son histoire, ses petites histoires. Les participants sont tous Saint-Gillois, ils sont lettrés et illettrés. Pendant plusieurs



Michel Van Reysen, Autour de la Zinneke Parade, Bruxelles 2004

années, accompagnés par Mariska, des écrivains (Vincent Marganne, Chantal Myttenaere et Véronika Mabardi) et une formatrice (Karyne Wattiaux), ils ont arpenté les rues, se retrouvant toutes les semaines à l'atelier. Celui-ci était le lieu où le groupe travaillait, réfléchissait, prenait des décisions à propos des projets communs, mettait en place des productions écrites et plastiques. Une brochure témoigne de ce projet.

Vol'âges

A la demande d'une enseignante de l'Athénée Horta à Saint-Gilles et en collaboration avec Discrimination +, Mariska a mis en place un projet pour et avec une classe d'accueil. Il s'agissait de travailler "autour du livre", avec des élèves qui ne voulaient pas lire! L'auteur proposé était Azouz Begag. Les jeunes sont allés à la bibliothèque et ont choisi le livre le moins volumineux: « Le voleur d'écriture ». Ils l'ont lu. Ils en ont discuté. Ils sont revenus à la bibliothèque, ont rencontré l'auteur et visionné un de ses films, mais il fallait trouver quelque chose à "faire". L'écriture s'avérait trop difficile. Il fallait autre chose. L'idée de réaliser une fiction audio a motivé les jeunes. A partir d'un cadre donné: une bibliothèque et un vol, ils ont construit une histoire. Celle-ci a été l'occasion de beaux débats! Ils ont ensuite appris à raconter l'histoire, qu'une comédienne leur faisait répéter. Le CD, réalisé en collaboration avec l'atelier Graphoui, a été enregistré et les jeunes l'ont présenté au Centre Culturel Jacques Franck.

Entre Mots

Coédités par les Ateliers de la Banane et Lire et Ecrire Bruxelles, les 10 premiers ouvrages de la collection Entre Mots viennent de sortir de presse ce 30 avril 2004. Ils seront bientôt disponibles, dans toutes les "bonnes librairies" et au Collectif Alpha (Tél: 02/533 09 25). Ces merveilleux petits livres carrés allient écriture et images, en symbiose. Chacun des dix auteurs, adultes, lettrés et illettrés, d'horizons différents, participe depuis 6 ans aux Ateliers de la Banane. Des écrivains et plasticiens les ont accompagnés dans cette nouvelle expérience, aboutissement de tout un cheminement. Cette collection montre qu'il est possible à tous ceux qui le désirent de s'approprier des savoirs, des savoir-faire et de voir son travail artistique publié. Il fait l'objet du huitième polyptyque de la créativité, édité par le service de l'éducation permanente et de la créativité de la Communauté française.

Chantal Myttenaere, avec un groupe des participants, a filmé le projet depuis le début, le film est en préparation.

Entretien de Sabine Verhelst avec Mariska Forrest

Les Ateliers de la Banane, Centre d'Expression et de Créativité, sont un laboratoire de production artistique s'adressant à tous les publics et à tous les âges. Ils développent des projets pluridisciplinaires, organisent des ateliers et des stages animés par des artistes plasticiens, écrivains, musiciens, comédiens (selon les projets). Les participants adultes aux ateliers sont partie prenante dans la conduite des projets qui leur sont proposés. Au-delà des ateliers, les Ateliers de la Banane proposent et coordonnent des expositions et manifestations collectives.

Les Ateliers de la Banane asbl
Tél: 02/538 45 36 - bananeatelier@swing.be

Mariska Forrest, *Un pays qui ne s'appelle plus*, Edition des Ateliers de la Banane, 1997
Vol'âges, Edition des Ateliers de la Banane, 2001
Cartographie de quartier, Editions des Ateliers de la Banane, 2001
Entre Mots, coédition les Ateliers de la Banane et Lire et Ecrire Bruxelles, 2003



L'ÉPANOUISSEMENT SOCIAL, SPORTIF ET CULTUREL

nouvelle donne pour les CPAS

De juillet 2003 à avril 2004, 6.200.000 euros ont été répartis (2) entre les 589 CPAS de tout le pays. Plus des deux-tiers des communes wallonnes et bruxelloises ont participé à la réalisation de l'objectif d'épanouissement social, culturel et sportif de leurs usagers (3). Il s'agit de cofinancer la participation des bénéficiaires à des manifestations sociales, sportives ou culturelles, ainsi que leur participation à des associations sociales, culturelles ou sportives, y compris les cotisations, le matériel et le soutien, et enfin de financer des initiatives développées par ou avec le groupe-cible.

L'intégration sociale des personnes défavorisées passe par la prise en compte de leur épanouissement personnel et culturel. La participation des exclus apparaît pour la première fois comme une composante essentielle et nécessaire au succès d'une stratégie globale d'intégration (4).

En décembre 2003, Marie Arena, nouvelle Ministre de l'intégration sociale, confie à Culture et Démocratie/Kunst en Democratie une mission d'évaluation de l'utilisation de ce subside par les Centres publics d'action sociale. L'objectif est de réaliser une analyse, principalement qualitative. Les deux associations ont également organisé une journée de réflexion et de synthèse autour des activités réalisées avec la subvention. Ce colloque, intitulé « Participation culturelle et sportive – moyen d'épanouissement social – Nouvel horizon pour les CPAS », a eu lieu le 27 avril 2004. Il a réuni plus de deux-cents cinquante personnes à la Raffinerie du Plan K, à Bruxelles; et a permis aux différents protagonistes de ce subside de confronter leurs idées et d'échanger leurs expériences. Le succès de foule de cette journée a mis en évidence le besoin d'information, d'accompagnement et de soutien ressenti par les acteurs de terrains dans l'exercice de leur nouvelle mission.

Les objectifs de Culture et Démocratie/Kunst en Democratie étant, entre autres, de mettre en lumière des initiatives exemplaires ou projets pilotes, de dégager des méthodologies et de proposer des recommandations aux pouvoirs publics, voici donc le moment de passer en revue les premiers constats de l'enquête menée auprès de 60 CPAS du pays, durant les mois de février et mars 2004.

Plaines de jeux, activités sportives et culturelles

Plus des deux tiers des CPAS wallons, bruxellois et flamands ont répondu à l'appel lancé par la Ministre de l'intégration sociale, ce qui montre leur engouement et leur intérêt pour cette

action originale et nouvelle dans l'exercice de leurs nombreuses missions.

Les activités subsidiées avec le budget pour l'épanouissement social et culturel des bénéficiaires du CPAS sont principalement d'ordre individuelles, et répondent à des demandes spontanées. Si la subvention a souvent été appelée le « subside culturel », dans la mesure où les CPAS ont développé des activités plutôt culturelles ou liées aux arts de la scène, telles que la réalisation d'une pièce de théâtre comme à Namur ou à Anvers, de nombreuses activités sportives ont également été proposées. C'est le cas notamment de plusieurs CPAS qui ont financé de nombreuses inscriptions de jeunes à un club de football, un cours de natation ou un stage de judo. Quant aux activités sociales, nous pouvons également pointer la création d'un espace ludique et convivial dans certains quartiers « défavorisés » tel que le quartier Sainte-Marguerite à Liège ou au Bois-du-Luc à La Louvière.

La promotion de la lecture par différents moyens: accès à la bibliothèque communale, lectures accompagnées (5), création d'espaces lecture dans certains quartiers, a également eu beaucoup de succès comme le suggère, entre autres, le nombre appréciable de chèques-lire distribués. Notons que le fait de ne pas savoir si ce subside serait récurrent a fait obstacle à un travail de fond et à long terme pour l'exercice de cette mission. Aujourd'hui, la Ministre de l'intégration sociale a garanti la récurrence du subside jusqu'à la prochaine législature, laissant ainsi le temps aux CPAS de développer des initiatives originales auprès de leur public. Le temps, qui a parfois manqué lors de cette première édition, permettra aussi aux CPAS de se familiariser avec le secteur associatif et culturel local.

Petits plaisirs et nouveaux amis

Le public est à l'image des CPAS: nombreux et varié. Cependant, ce sont principalement les enfants, les jeunes gens et les personnes âgées qui ont le plus bénéficié de la nouvelle mesure. Les enfants et les jeunes sont souvent considérés par les travailleurs sociaux comme les « laissés pour compte » des CPAS. Ces derniers ont reçu leur subside au début des grandes vacances, ce qui a permis de faire bénéficier les enfants et les jeunes d'activités ludiques, sportives ou culturelles durant la période estivale.

La subvention a contribué à la prise en compte de la notion de plaisir et d'épanouissement personnel des plus démunis, tant

par les travailleurs sociaux que par les responsables des CPAS. Cette valeur nouvelle apporte une dimension humaine et chaleureuse dans les rapports qui s'instaurent entre les usagers des CPAS et leur référent institutionnel. Le mérite de ce type d'action est d'avoir ouvert la voie à une meilleure compréhension des réalités vécues de part et d'autre. Le partage d'activités sociales ou ludiques entre travailleurs sociaux et usagers des CPAS a favorisé la connaissance et le respect mutuel de chacun. Les réactions positives sur les activités réalisées avec ce subside sont là pour témoigner de l'investissement personnel que chacun a pu mettre dans la participation à une pièce de théâtre ou dans l'exercice de son sport favori. Les intervenants sociaux comme les usagers sont conscients que leurs problèmes ne disparaîtront pas d'un coup de baguette magique. Cependant, l'ouverture à soi et à l'autre est une étape fondamentale dans la construction sociale et identitaire de l'acteur-usager des CPAS.

Montigny-le-Tilleul: une initiative intéressante

Les pratiques concernant l'utilisation du subside sont multiples et complexes. Certains ont néanmoins réussi à combiner imagination, créativité, manque de temps et organisation. Nous mettons ci-après en exergue une pratique présentée lors du colloque. Bernard Antoine, secrétaire du CPAS de Montigny-le-Tilleul, nous explique comment il a tenté de travailler directement avec les ressources sociales, culturelles et institutionnelles présentes sur son territoire.

« Quand nous avons reçu le subside, nous nous sommes demandé ce que nous allions en faire. La législation préconise de mettre en place une activité culturelle et sociale pour un public de « pauvres ». Nous nous sommes interrogés sur les ressources de la commune et avons également pris en compte les demandes des personnes que nous avons rencontrées individuellement. Montigny-le-Tilleul compte 39 bénéficiaires du RIS et 21 personnes en accueil étranger. Ils n'étaient pas spécialement attirés par le sport ou d'autres animations extérieures d'autant plus que ces personnes ont du mal à quitter leur commune. Il fallait donc trouver quelque chose en interne qui leur permette de sortir de chez elles. Nous avons constaté qu'une série d'entre elles allaient à la bibliothèque. Nous avons alors pris contact avec la bibliothécaire. Avec elle, nous avons essayé de comprendre et d'analyser ce que nous pouvions faire pour nos usagers. (...) Nous nous

sommes rendu compte qu'ils ne savaient pas lire, sans pour autant être analphabètes. C'est ainsi que nous nous sommes dit que la lecture pouvait être un bon apprentissage pour décoder la réalité dans laquelle ces personnes vivaient.

Deux étapes dans ce projet : la première consiste à ouvrir l'accès à la bibliothèque à toutes les personnes qui sont bénéficiaires du RIS, mais également aux personnes qui sont en médiation de dettes, à celles qui reçoivent une aide sociale ou une aide alimentaire. A cet effet, il conviendrait d'élargir ce fonds pour qu'on puisse répondre à une demande qui dépasse le critère stricto sensu de la pauvreté. La deuxième étape, qui est en cours de réalisation, consiste à mettre en place une formation à la lecture. L'objectif poursuivi est de démystifier la lecture par une explicitation des types de lectures, des courants littéraires, de revues ou de la presse. Il s'agit de favoriser l'esprit critique grâce à la diversité des lectures, en rassemblant les personnes en petits groupes autour d'un thème d'actualité. Elles pourront dès lors s'exprimer sur leur lecture, expliquer ce qu'elles ont compris, débattre et échanger leurs points de vue entre elles. Il s'agit de découvrir des petits plaisirs et de s'exprimer là-dessus. Nous pensons que

la lecture, la compréhension des écrits est un mode d'insertion sociale. Si ces personnes sont capables de lire et de s'exprimer sur un bouquin ou un article de journal, elles savent dès lors également lire et comprendre un courrier administratif et prendre du recul sur ce qu'elles voient. Elles peuvent reprendre confiance en elle et dire : « maintenant, je comprends ! ».

Le subside 2004-2005

Certaines propositions et recommandations ayant trait à ce subside ont été formulées dans la foulée du colloque, elles seront en partie traduites dans le nouvel Arrêté royal. Ces recommandations concernent notamment le partenariat des CPAS avec les associations locales et les opérateurs culturels et sportifs existants, les synergies à encourager entre les « petits » CPAS, une ouverture à la mixité des publics, la suppression des deux tranches du subside, la création d'un centre de ressources qui permettrait aux CPAS et aux travailleurs sociaux d'être accompagnés et informés sur les actions et projets à mener avec les usagers, etc.

Avec la culture, l'horizon des CPAS s'ouvre sur de nouvelles formes d'action sociale.

Lamia Mechbal,
Collaboratrice Scientifique à la Faculté
des Sciences sociales,
politiques et économiques, ULB
Chargée de mission pour Culture et Démocratie

(1) Plus précisément, Ministre de la Fonction publique, de l'intégration sociale et de la politique des grandes villes, Chargé de l'égalité des chances et du dialogue interculturel.

(2) Le montant alloué à chaque CPAS a été calculé sur base du nombre de bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37 § 1 et 9 de la loi relative à l'assurance obligatoire sans de santé et indemnités du 14 juillet 1994; ainsi que sur base du nombre de bénéficiaires du minimex et du nombre d'étrangers inscrits au registre de population qui ont droit à une aide financière du CAPS au premier janvier 2002.

(3) La liste des montants alloués aux CPAS peut être consultée sur le site du moniteur belge: www.moniteur.be

(4) Lire à ce propos: OREJA, M. « Réflexion liminaire », in *La culture et l'activité humaine pour refuser la misère*, Actes du colloque européen sur la contribution de la culture à la lutte contre la misère et de la 4ème session européenne des Universités Populaires Quart Monde, ATD Quart Monde, Bruxelles, juin 1995.



Dario Fulci, *Autour de la Zinneke Parade, Bruxelles 2004*



FICTION ALLÉGORIQUE D'UNE ESSENTIELLE RELATION

1 Culture et Démocratie sont dans un bateau. Culture tombe à l'eau, que reste-t-il?

- Une belle allégorie statufiée à l'égale de la liberté, de la Nation, de la République, de la Justice.
- Une allégorie drapée dans les amples étoffes dorées de l'Etat, des Régions, des Communes.
- Le visage dégoulinant de salive projetée par des milliers de discoureurs dominicaux.
- Portée en procession lors des rituels électoraux avec moult encens, des droits de l'Homme et ex votos « grâce à Sainte Démocratie, j'ai pu devenir Député, merci. », « grâce à toi, j'ai échappé à la tyrannie totalitaire ».
- Invoquée lors des guerres meurtrières pour rétablir la « Démocratie » on a même torturé en demandant sa bénédiction.
- Mais à de très rares occasions, des chercheurs ont fouillé ses dessous. Des photos pornographiques ont circulé en secret. On y voyait un grouillement horrible d'une chienlit, d'une vermine sociale, en quête d'un minimum vital, des sans-papiers, sans logements, sans le sous, qui tentaient de se nourrir de la tendre chair démocratique.
- Heureusement que les zélés zelus ont

immédiatement entrepris une campagne à la télé après Star Academy. Grâce à Démocratie, on pouvait devenir riche en dormant et célèbre en peu de temps.

2 Culture et Démocratie sont dans un bateau. Démocratie tombe à l'eau, que reste-t-il ?

Trois allégories ou une allégorie à trois visages :

- 1 Visage de l'homme de fer, botté, en uniforme militaire.
- 2 Un moine médiéval de l'inquisition.
- 3 Une vieille au visage de rétroviseur enluminé qui invoque la tradition, la parole des ancêtres à tout venant.

- Grande célébration culturelle perpétuelle à la gloire du président, du secrétaire général du parti, organisée par l'union des travailleurs culturels.
- Ballet de cour, lac des cygnes, entrecoupés de groupes folkloriques, et de discours à la gloire du grand shaman, qui invoque avec des rituels appropriés le bonheur éternel de vivre au paradis.
- Les écrivains, les artistes, manifestent un enthousiasme approprié, pour manier la langue de fer et quelque fois, très rarement, laissent planer le double sens, l'ambiguïté, ils sont alors sévèrement critiqués et font acte de contrition, car ils sont salariés par le Grand Manitou.
- Toute la vie quotidienne se repère, aux préceptes du Maître, aux paroles des ancêtres, au catéchisme religieux. Pisser, manger, faire des enfants se réalise selon le code en usage et tout manquement est dénoncé.
- De vilaines vipères lubriques ont fouillé les poubelles de l'Histoire et font circuler des photos des camps, des salles de torture. En réalité, des écoles, centres d'éducation, de formation, pour le plus grand bonheur des intérêts suprêmes de la Nation.

3 Ces deux allégories pour signaler l'essentielle liaison entre Démocratie et Culture embarquées dans le même bateau, poursuivant la même route.

Demo Kratos signifie le Pouvoir du Peuple et que ce peuple se donne librement ses propres lois, s'auto-institue perpétuellement. Que la référence à la parole des Ancêtres, aux préceptes de la Religion, aux Oukases du Tyran, n'ont plus de raison de dominer la société.

1 La Démocratie n'est jamais un acquis figé dans un corps de lois, le texte d'un décret, un arrêté arrêté, mais qu'elle est essentiellement mouvement, conquête de nouvelles dimensions de l'Espace temps. Le ferment,

la cristallisation de ce mouvement en régénération permanente, c'est la Culture. L'ensemble des représentations, valeurs, imaginaires et symboliques portées, habilitées par les citoyens.

2 Ce sont les artistes qui sont aux avant-postes démocratiques. Inventer des formes, imaginer des combinaisons nouvelles de sons, de rythmes, de mots et de couleurs n'est pas, n'est plus le simple commentaire, illustration, d'un décor politique planté à jamais, coulé dans le bronze des lois et règlements. Mais bien un regard critique, contestataire, contradictoire, qui incite, alimente de nouvelles combinaisons de réflexions, de nouveaux cheminements de la pensée, de nouvelles démarches, propositions et projets politiques et civiques.

3 La force de l'imagination, l'appel à la créativité, la puissance de la création sont au centre du royaume de l'imaginaire et du symbolique qui noue, relie, une société, un peuple. Le désir de créer des formes artistiques, le désir d'instituer de nouvelles formes de société, se répandent en écho. Mouvement perpétuel, en interaction constante. Effacer l'âme, c'est tuer l'autre.

4 Ne pas célébrer la Démocratie, ne pas glorifier, sacraliser l'Art et la Culture, c'est remettre en question, remettre en cause, c'est ouvrir l'horizon, conjuguer à nouveau tous les possibles d'une autre Société. Conquérir de nouvelles formes de démocratie, renouveler sans cesse la relation entre le peuple, la population et le champ culturel et artistique.

Culture et Démocratie voguent sur le même bateau et personne ne doit tomber à l'eau.

Jean Hurstel

Président de Banlieues d'Europe

Juin 2004

www.banlieues-europe.com



Ilse Roels, Autour de la Zinneke Parade, Bruxelles 2004

Art et société

Nous nous sommes retrouvés le 5 mai dernier, à l'appel de Culture et Démocratie, dans le cadre merveilleux de la Maison du Spectacle- la Bellone. Joëlle Milquet pour le CDh, Elio di Rupo puis Christian Dupont pour le PS, Jean-Marc Nollet, mandaté par Ecolo et Olivier Chastel qui l'était pour le MR, se sont prêtés au jeu des questions et réponses, en évitant la langue de bois et dans un climat détendu, trop consensuel peut-être pour certains d'entre nous. Certes, ils ne pouvaient répondre à toutes les questions que se posent les acteurs culturels, ni tout promettre : personne n'y aurait cru (1). Mais l'intention annoncée de Culture et Démocratie - faire entendre le point de vue et l'engagement du politique - a été rencontrée.

LA CULTURE EN DÉBAT ...

Une lettre ouverte envoyée aux Ministres et Présidents de partis de la Communauté française (*carte blanche* dans *Le Soir* du 25 mars) soulignait notre inquiétude quant à l'avenir des arts et de la culture. Nous leur demandions de s'engager sur :

- 1 La politique culturelle des prochaines années, la nécessité d'un débat à ce sujet.
- 2 Le refinancement significatif du budget de la culture.
- 3 Le souhait, largement partagé par tout le secteur culturel, de n'avoir qu'un Ministre de la Culture, qui devrait collaborer avec celui de l'Éducation.
- 4 La stabilité des ministères concernés.

Et nous les conviions à en débattre.

Le débat s'est ouvert à travers la presse, Hervé Hasquin remarquant dans *La Libre Belgique* que *les culturels crient famine, (...) mais qu'il n'y a jamais eu tant d'argent pour la culture*; Jean-Marc Nollet estimant que c'est une question de choix - et qu'il y a des marges pour l'enseignement, le non-marchand, la culture. Elio di Rupo, commentant la crise que traverse le secteur, estime qu'il est indispensable d'organiser des États Généraux de la Culture, cependant qu'Olivier Chastel, le nouveau Ministre des Arts et des Lettres, soudain confronté à une avalanche de dossiers, évoque dans *Le Soir* la faiblesse des moyens consacrés à la culture (pourtant en augmentation). *Cela va mieux qu'avant, mais moins bien qu'on ne l'espérait*, remarque Hervé Hasquin dans *Le Soir* du 17 avril. Christian Dupont, réagissant dans la même édition à la lettre de Culture et Démocratie, partage l'idée que *la politique culturelle doit faire l'objet d'un grand débat démocratique, débouchant sur un plan de développement à moyen et long terme* et Joëlle Milquet, dans *Le Soir* du 4 mai, souhaite un *changement radical*. Avec ses dix propositions pour la culture, elle met l'accent sur l'enseignement (*deux heures par jour pour le sport et la culture !*). Enfin Bernadette Wynants et Jean-Marc Nollet, interrogés dans *Le Soir* du 5 mai, affirment que *la création est la priorité des priorités. C'est ce qui rend une société vivante. Il faut réorienter les politiques culturelles en ce sens*.

Le débat, ainsi lancé, s'est poursuivi à la Bellone, le 5 mai. Les politiques n'étaient pas seuls sous l'immense verrière ! Pour les entendre et pour les questionner, avec Jean-Marie Wynants, qui modérait le débat, et les



Marie Ozanne, *Autour de la Zinneke Parade, Bruxelles 2004*

signataires de l'appel, Laurent Busine, Bernard Focroulle et Georges Vercheval, et Jean-Louis Colin, Michel Boermans, Jean-Louis Genard, nous étions là plus de 300 artistes et acteurs culturels !

Un seul ministre pour la culture ? Jeu de chaises musicales ? A ces questions, évoquant émiettement des compétences et perturbations pour l'administration comme pour les acteurs culturels, chacun des invités, directement concerné ou non, confirme une position ferme : plus jamais ça ! Un seul ministre évidemment, responsable pour la culture et l'audiovisuel (la culture dont l'audiovisuel, précise Jean-Marc Nollet...).

Davantage de place et quel projet pour la culture ? A l'unanimité, il faut faire mieux, c'est évident. On ressent une gravité dans l'engagement (*ce qui touche au capital humain est dans le secteur le moins financé*, dit Joëlle Milquet). Mais si le discours est volontaire, la prudence reste de mise. On évite d'être précis....

Refinancement : Il faut refinancer. Tous le souhaitent. Mais avec quel argent ? Les besoins du secteur enseignement sont

énormes. Comment ne pas prendre chez l'un ce que l'on donne à l'autre ? Quels sont les financements alternatifs ?

L'art à l'école ? Sur le sujet, tous les partis semblent s'engager. Dans leur campagne électorale, tant le CDh qu'Ecolo mettent l'accent sur le lien entre éducation et culture... ! Et la proposition de décret Culture-Ecole que Christian Dupont vient de faire adopter, relayée par Olivier Chastel est une mesure positive, même si elle est encore sous-financée. Autant d'éléments encourageants pour le groupe de travail Art à l'école, de Culture et Démocratie !

Meneur de débat, Jean-Marie Wynants devait malheureusement renoncer à donner la parole au public. En effet, au plus fort de la soirée, nous étions trois cents trente... C'était impossible. Il a cependant synthétisé les questions écrites posées au préalable et celles déposées dans l'urne à la pause. Elles étaient souvent centrées sur l'art à l'école ainsi que sur le respect de la RTBF - jugé insuffisant - pour sa mission culturelle. Ne faudrait-il pas, en effet, être aussi attentif à ce sujet qu'on ne l'est pour les autres opérateurs culturels ?

Après un tel débat, on peut rêver ! La culture ne serait-elle plus facultative ? A voir après les élections !

(1) à propos des Contrats-programmes, de la Philharmonique de Liège, de l'ORW, du Théâtre National, et de bien d'autres dont on ne parle guère, bien des avis ont été exprimés via la presse, dont, en février, dans *La Libre*, la lettre ouverte des « vieux jeunes ». Excédés, Françoise Bloch, Pascal Crochet, Charlie Degotte, Xavier Lukonski et Lorent Wanson posaient crûment la question : où commence la négligence des artistes ? (en réaction aux propos de Louis Michel défendant Daniel Ducarme), et y répondaient : où s'arrête l'irresponsabilité politique ? La Fédération des professionnels des Arts de la Scène (FAS) remarquait que ces propos, insultants pour les artistes, venaient d'un parti qui n'avait pu, jusque là, finaliser un décret-cadre vital pour les arts de la scène... Plus récemment, c'était Vincent Cartuyvels, président de la Commission consultative des Arts plastiques qui, à travers une conférence de presse (articles dans *La Libre*, *Le Soir* et à la RTBF), disait son désarroi et son désir de travailler plus efficacement... Les culturels se bougent !



UN LIVRE BLANC

sur la situation de l'architecture en Communauté française

A l'initiative de l'Institut supérieur d'architecture « La Cambre », le « Livre blanc de l'architecture contemporaine en Communauté française de Belgique » vient de paraître, résultat d'un travail de réflexion collective auquel ont participé une septantaine de personnes, architectes bien sûr, mais aussi – le propos entendant éviter les pièges de la plainte et du corporatisme - artistes, fonctionnaires, enseignants, intellectuels..., rassemblés autour d'une volonté de faire enfin de l'architecture en Communauté française une discipline culturelle, et d'y développer une politique de défense de l'architecture contemporaine de qualité.

Défendre l'architecture contemporaine de qualité

Le constat de départ de l'ouvrage est simple et dramatique: il n'existe pas de politique culturelle de l'architecture en Communauté française. Cas unique parmi les pays développés, la Communauté française ne dispose d'aucun service, département, direction vouée à l'architecture. Il s'agit là assurément d'un des éléments expliquant, à quelques exceptions près, l'extraordinaire pauvreté des réalisations architecturales contemporaines de qualité sur son territoire.

En réalité, la production architecturale est dominée par des logiques de marché et par la promotion immobilière. En dépit du monopole dont ils jouissent, l'essentiel de la construction est de moins en moins le fait des architectes. Face à ces logiques dominantes, les Pouvoirs publics se limitent à opérer une régulation basée sur une inflation de dispositifs réglementaires et juridiques organisant la profession et les pratiques. Des contraintes auxquelles le marché de la construction s'adapte parfaitement, mais dont l'accumulation finit par tarir les possibilités créatrices des architectes, d'autant qu'elles se trouvent souvent motivées par une idéologie patrimoniale omniprésente. Cette tendance dépasse de loin la seule Belgique. Cependant, contrairement aux autres pays ou à sa voisine néerlandophone,



Marie Ozanne, Autour de la Zimke Parade, Bruxelles 2004

la Communauté française n'a mis en place aucun dispositif culturel pour répondre à cette dérive mercantile.

Pour les auteurs du Livre blanc, cette combinaison, alliant marché et droit, a clairement montré ses limites. Ils en appellent donc à de nouvelles formes d'intervention des Pouvoirs publics. Non pas sur le mode d'un pilotage autoritaire, technocratique ou vertical mais bien comme garant d'un bien commun - l'architecture - dont ils se doivent d'assurer la défense. Au travers de la qualité architecturale, il en va évidemment du cadre de vie de la population dans un contexte de crise du logement, de multiplication des manifestations de mal-être et de déficit de cohésion sociale. En réalité, le droit à la qualité du cadre de vie est aussi essentiel que bien d'autres droits, et pourtant sa reconnaissance n'est pas assurée. Par ailleurs, parmi les disciplines artistiques, l'architecture touche directement à l'espace public. Défendre la qualité architecturale, c'est donc aussi défendre la démocratie.

Adressées prioritairement aux Pouvoirs publics et aux décideurs politiques et destinées à susciter un vaste débat public, les recommandations du Livre blanc s'appuient donc sur deux exigences:

- comme le suggère une résolution du Conseil des Ministres de l'Union européenne, reconnaître la qualité architecturale comme un droit participant au bien commun,
- développer une véritable politique culturelle de l'architecture, basée sur un volontarisme politique de défense de la qualité architecturale.

Dans le contexte actuel, si plus personne n'est en droit de dire une fois pour toutes ce qu'est la réussite architecturale, la seule manière de la défendre et de la promouvoir c'est d'en faire une question publique, de développer la culture et l'éducation architecturales et d'enrichir sans cesse les milieux de la critique architecturale.

Quelques recommandations

Il est évidemment difficile de résumer l'ensemble des recommandations politiques figurant dans le Livre blanc.

Les premières portent sur la mise en place de dispositifs institutionnels dont nous connaissons les avantages et inconvénients, à partir de multiples exemples dans les pays voisins. Le Livre blanc suggère en particulier la création:

- d'une direction de l'architecture au sein de la Communauté française qui pourrait mettre sur pied des incitants à l'instar des

autres disciplines artistiques,

- d'une institution chargée de la promotion de l'architecture,
- de dispositifs d'accompagnement des maîtres d'ouvrage publics mais aussi privés aidant à promouvoir la qualité architecturale,
- d'une coordination entre la Communauté française et les Régions pour développer des stratégies communes en faveur d'une production architecturale contemporaine de qualité,
- d'une stratégie de formation des fonctionnaires,
- d'une politique d'éducation à la ville et à l'architecture tout au long de la vie et dès l'école maternelle.

Par ailleurs, le Livre blanc demande que les Pouvoirs publics adoptent une nouvelle attitude quand ils sont maîtres d'ouvrage. De manière générale, ils se caractérisent par la démission face au marché (pensons à la vente d'immeubles importants), par le manque d'ambition, et même l'absurdité de leur politique foncière, ainsi que par la déficience de la commande publique. A travers celle-ci, il est pourtant possible de mener une véritable politique architecturale orientée vers la qualité, notamment par le recours à des concours d'architecture, l'encouragement d'initiatives tournées vers le futur, annonciatrices d'espoirs émancipateurs. Contrairement à la situation actuelle qui, lorsqu'elle révèle des intentions, privilégie surtout les attitudes patrimoniales, ces initiatives devraient aussi laisser la place à des espaces d'expérimentations.

D'autres recommandations portent sur l'enseignement de l'architecture et la situation des Instituts d'architecture qui devraient acquérir un statut pleinement universitaire, sur les relations entre architectes et pouvoirs publics ainsi que sur les conditions actuelles de la pratique.

Tous ces points font l'objet de développements et d'argumentations circonstanciées dans le Livre blanc.

Jean-Louis Genard

Directeur Institut supérieur d'architecture « La Cambre »

J.L. Genard, P. Lhoas, "Qui a peur de l'architecture?" Livre blanc de l'architecture en Communauté française de Belgique, La Lettre Volée, La Cambre, Bruxelles, 2004, 184 p. (10 Euros)

POUR NE PAS RESTER SUR SA FAIM!



Dario Fulci, *Autour de la Zinneke Parade, Bruxelles 2004*

I. Les suggestions du jour – juin 2004

de Coorebyter, Vincent – *La citoyenneté* – Série « Les dossiers du Crisp », numéro 56 – Editions du Centre de recherche et d'information socio-politique (Crisp) – Belgique – Bruxelles – 2002 – 144 pages ISBN 2-87075083-8

Contenu de la table des matières

Introduction – Première partie : Références historiques – I. La démocratie athénienne – II. Le modèle républicain français – III. Le système belge de participation collective – Seconde partie : Pratiques contemporaines – I. Eléments de démocratie directe – II. Autour du modèle républicain – III. Tendances récentes de la démocratie participative – Conclusion – Notes – Orientation bibliographiques – Glossaire.

Présentation

« Qu'est-ce qu'un citoyen? L'Athénien du Vème siècle avant Jésus Christ, le Français de la fin du XIXème siècle et le Belge d'aujourd'hui ont-ils quelque chose en commun? Essayer de répondre à cette question, d'expliquer la citoyenneté, c'est constater d'abord que la notion est ancienne et complexe. Le but de ce dossier est de clarifier le sens dans lequel on l'emploie le plus souvent aujourd'hui, ce qui impose d'en écarter plusieurs facettes. »
(Vincent de Coorebyter – Introduction.)

Commentaire

Les dossiers du Crisp sont à la fois synthétiques et accessibles. Ce qui est vrai du prix l'est plus encore de la lisibilité. Vincent de Coorebyter – qui a remplacé Xavier Mabilie à la direction du Crisp – allie modestie et rigueur dans un style simple et abordable pour traiter d'un sujet qui n'est ni vraiment simple, ni naturellement abordable: la citoyenneté. Mieux encore: l'exercice de la citoyenneté. Et notamment en Belgique, ce qui n'est pas sans intérêt pour nous. L'ouvrage a des vertus pédagogiques – à destination des enseignants, des animateurs culturels ou sociaux, des militants de la citoyenneté active, des responsables d'associations, ou de services de proximité, voire de mandataires politiques – mais sans jamais céder à quelque prétention. Il propose une excursion auprès des « modèles » athéniens et républicains si souvent

présentés en références et si souvent mal connus. Il interroge les pratiques récentes en matière de démocratie consultative, participative, voire même les tendances les plus actuelles de la « e-démocratie » qui usent des nouvelles technologies de la communication. Il ne s'agit à aucun moment d'un panégyrique. L'esprit critique veille. Et s'il indique les bons usages de la citoyenneté, il ne manque pas d'en pointer les limites et d'en signaler les éventuelles dérives. Ici, les mises en questions sont salutaires.

Un outil de références qui est aussi un outil de réflexion.

(Roland de Bodt – mai 2004).

Elchardus, Mark – *La démocratie mise en scène* – Traduction de Pascale Renson – Collection « La Noria » – Editions Labor – Belgique – Bruxelles – janvier 2004 – 192 pages – ISBN 2-8040-1868-7

Contenu de la table des matières

Etudier la crise – les infos – Média et pouvoir dans la société symbolique – la crise comme art dramatique – Quand la chaîne grippe – l'impuissance politique – La démocratie directe – la démocratie représentative – Responsabilité – Retour à la démocratie – Notes – Biographie – Tables.

Présentation

Mark Elchardus est professeur de sociologie à la VUB. Il a été reconnu pour ces analyses du sentiment d'insécurité croissant de nos contemporains et notamment pour deux ouvrages : *Anatomie et causes de la défiance* (titre original: *Anatomie en oorzaken van het wantrouwen*) et *la société symbolique* (titre original: *De symbolische samenleving*). L'ouvrage original qui est traduit ici par Pascale Renson a été publié en 2002, chez Lannoo à Tielt, Belgique, sous le titre: *De dramadémocratie*.

Commentaire

On doit saluer l'initiative des éditions Labor de proposer ici au public francophone la traduction d'un texte récent de Mark Elchardus. L'essai est percutant et propose une analyse sans fard et sans tabou des relations entre la démocratie représentative, les médias, la démocratie

directe et le populisme. Plutôt que de chercher à éviter les sujets difficiles, l'auteur les aborde de face et sans préjugé, ni trop d'humeur. Son analyse est assez méthodique. Le propos se lit aisément. *La démocratie mise en scène* traite des formes de représentations et de dramaturgies de la démocratie belge. Il identifie, au sein de la société, des affrontements entre des finalités culturelles différentes sinon opposées: celles du citoyen (acteur politique) et celles du consommateur (y compris du consommateur politique). Salulaire et recommandé!

(Roland de Bodt – mai 2004)

II. A la carte! - juin 2004

Haarscher, Guy – *Les démocraties survivront-elles au terrorisme?* – Collection « Quartier Libre » – Editions Labor – Belgique – Bruxelles – mai 2002 – 92 pages.

Alili, Rochdy – *Qu'est-ce que l'Islam?* – Collection « Poche/Essais », numéro 83 – Editions La Découverte – France – Paris – 2000 – 374 pages.

Fitoussi, Jean Paul – *La règle et le choix – De la souveraineté économique en Europe* – Collection « La République des idées » – Editions du Seuil – France – Paris – septembre 2002 – 96 pages.

Lahaye, Martine et de Wasseige, Alain (dir.) – *La culture dans la Communauté française – Les politiques culturelles développées par la Direction générale de la culture* – Édition de la Direction générale de la culture du Ministère de la Communauté française – Belgique – Bruxelles – Avril 2004 – 175 pages + un Cédérom.

Hustache, Serge et Schillings, Paul (dir.) – *Libérer la culture – Actes du Forum du 13 décembre 2003* – Collection « Les cahiers de l'éducation permanente » – Pac et Luc Pire Editions – Belgique – Bruxelles – janvier 2004 – 226 pages.





Depuis 1993, Culture et Démocratie rassemble des artistes et opérateurs sociaux afin de promouvoir la culture comme valeur démocratique. Médiatrice ou relais entre les secteurs culturels et associatifs, elle encourage la participation de tous à la vie culturelle, sans exclusion.

Fondateur: Bernard Focroulle
Président: Georges Vercheval
Coordinatrice: Sabine Verhelst
Collaboratrices: Marie Poncin et Séverine Monniez

60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles
Tél.: 02 502 12 15 - Fax: 02 512 69 11
Courriel: cultureetdemocratie@tiscali.be
Fortis 001-3185141-28

Pour en savoir plus, visitez notre site web:
www.cdkd.be

Devenez Membre

Merci à tous les membres, anciens et nouveaux. Votre soutien est essentiel. Notre réseau et nos activités ne peuvent exister et se développer que grâce à vous. Les membres reçoivent le journal et sont invités aux différentes activités.

Les montants des cotisations annuelles s'élèvent à:

Cotisation individuelle:	13 Euros
Affiliation d'une association ou entreprise, selon ses entrées financières:	
- jusqu'à 125.000 Euros:	25 Euros
- jusqu'à 250.000 Euros:	125 Euros
- jusqu'à 1.250.000 Euros:	250 Euros
- jusqu'à 5.000.000 Euros:	500 Euros
- au-delà de 5.000.000 Euros:	1.250 Euros

à verser au compte 001-3185141-28

LE RÉPERTOIRE D'ARTISTES DE CULTURE ET DÉMOCRATIE

est en ligne!

Depuis peu, Culture et Démocratie s'est doté d'un répertoire d'artistes afin de faciliter le travail des acteurs sociaux, mais également du monde associatif, de l'enseignement, de la santé, etc., ces différents secteurs manquant de cet outil pourtant indispensable à la concrétisation d'activités culturelles destinées à tous publics, défavorisés ou non... Culture et Démocratie a lancé un appel aux artistes, leur proposant de s'inscrire dans ce répertoire. Aujourd'hui, près de 200 artistes de toutes disciplines, y sont répertoriés. Merci à eux pour leur enthousiasme... L'invitation, bien entendu, reste d'application pour ceux qui souhaiteraient encore s'y inscrire.

Toute personne désireuse d'organiser une activité culturelle ou artistique est, un jour ou l'autre, confrontée à la recherche de collaborateurs pour concrétiser ses projets. Mais où trouver l'artiste adapté à tel type de public, ayant cette discipline particulière, habitant la région? Il vous suffit de vous rendre sur le site Internet de Culture et Démocratie, d'introduire ce(s) critère(s) dans votre recherche au sein du répertoire... et voici les noms et coordonnées des artistes correspondants. Simple, non?

L'asbl Espace P et le Projet Rousseau, deux associations travaillant avec et pour les personnes prostituées dans le périmètre de la gare du Nord, ont déjà vérifié les avantages de ce répertoire. Dans le cadre de l'exposition NéonNord, en préparation, elles ont lancé un appel à projets, notamment via notre répertoire. Les offres ont été particulièrement nombreuses!

Des liens vers d'autres répertoires de ce type sont également mentionnés sur Internet mais ils regroupent des artistes plus spécifiques à un domaine. Le Monde en Scène (www.cbai.be), par exemple, est un répertoire gratuit édité par le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle, avec le soutien du Service de l'Éducation permanent du Ministère de la Communauté française. Il présente, de façon systématique, les informations essentielles ayant trait aux artistes originaires de toutes les régions du monde vivant en Communauté française de Belgique, ainsi qu'aux artistes belges puisant leur inspiration dans d'autres patrimoine culturels. Le répertoire d'artistes de Culture et Démocratie, outil concret et nécessaire est en accès libre, sur notre site Internet (www.cdkd.be) pour toute consultation ou inscription.

Séverine Monniez

CÔTÉ "IMAGES"

Pour cette fois, ce ne sont pas les images d'un seul acteur qui apparaissent dans nos pages. Une sérieuse entorse à nos habitudes, donc: ils sont six! Six photographes peu connus ou inconnus qui, avec l'atelier Contraste, se sont intéressés à un sujet unique: la Zinneke Parade. Mais dans la marge, autour et alentour, et bien avant la parade!

L'atelier Contraste? Pas vraiment une école. Plutôt un lieu associatif où se donnent depuis 1994, le soir, le week-end, ou en journée, des formations à la photographie. À différents niveaux et encadrés par de jeunes professionnels qui vous disent ce que c'est qu'une photographie, et comment et pourquoi on la fait!

En résumé, le sujet: *La Zinneke Parade*
Les auteurs: *Dario Fulci, Fabrice Kada, Marie Ozanne, Ilse Roels, Rose Vandepitte, Michel Van Reysen*
Les formateurs: *Nicolas Van Brande, Laetitia Paillé, Chadé M'Masri, Olivier Thieffry*

Contraste: 45-47, rue Général Capiaumont - 1040 Bruxelles
Tél.: 02 640 94 90
info@photo-contraste.com



Fabrice Kada, *Autour de la Zinneke Parade, Bruxelles 2004*

Ont collaboré à ce numéro:
Roland de Bodt, Jean-Louis Genard, Jean Hurstel, Lamia Mechbal, Séverine Monniez, Marie Poncin, Georges Vercheval, Sabine Verhelst.

Imprimerie Jan Verhoeven
Editeur responsable: Sabine Verhelst
60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles

Avec le soutien du Ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles - Direction générale de la Culture



et

